



Tel: 05 56 81 88 91

Email : ac.gironde@free.fr

Adresse: 21 rue Saincrie 33000 Bx

Arrêtons la barbarie d'Etat envers les plus faibles !



La nécro-économie néo-libérale, partout où elle se déchaîne, vampirise la nature, la vie animale et l'humanité. Elle détruit la planète en individualisant la société et permet l'enrichissement des seuls riches qui adoubent son marché comme un nouveau dieu. De fait, les bénéficiaires de ses largesses sont responsables, au moyen d'une exploitation/destruction de la planète et d'une production effrénée, du réchauffement climatique et de l'étendue mondiale de la faim. 797 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde en 2022 !

En France, la politique économique néo-libérale imposée depuis 2017 par Macron ne fait qu'accroître la précarité, tandis que la misère se répand dans la population comme une trainée de poudre. 9,1 millions de pauvres ! Les attaques répétées du gouvernement pour détruire les acquis sociaux, les services publics ou les retraites - demain, l'assurance chômage - sont tellement violentes contre les classes défavorisées et le monde du travail qu'il est obligé d'imposer ses dictats au moyen d'une répression féroce à l'encontre des classes populaires qui se lèvent pour combattre sa politique dépourvue d'empathie humaine. Cette violence d'état se déploie mortellement comme une tempête dans les banlieues et contre les mouvements sociaux. Des jeunes en meurent. Les autres en perdent un œil ou sont transportées dans le coma à l'hôpital. Et des familles sont broyées et brisées. Les citoyens-nes de ce pays sont devenus pour ce pouvoir l'ennemi intérieur à abattre !

Cette violence politique réactionnaire du gouvernement ne fait qu'aggraver la situation des plus faibles. Les chiffres du chômage toujours élevés, la progression de l'inflation non maîtrisée et du coût de la vie en attestent. Selon la DARES, ces chiffres font apparaître au mois d'août 2023 une augmentation significative de 23800 demandeurs d'emploi en plus en catégorie A (= sans emploi du tout). Ce qui contredit l'optimisme béat des « chiens de garde du pouvoir », ceux-là même qui vantent dans la presse le bien-fondé de sa politique de l'emploi. Cette mécanique médiatique bien huilée permet au pouvoir de continuer son offensive contre les droits des salariés, des précaires et des chômeurs par une loi dite « Plein Emploi » applicable au premier janvier 2024, actuellement en deuxième lecture à l'assemblée nationale.

La loi plein emploi va créer dans son volet premier une nouvelle usine à gaz, France Travail, dont le seul but sera de sanctionner, radier, fliquer et réprimer les demandeurs d'emploi sous couvert de les accompagner vers un hypothétique emploi, les orientant le plus vite possible vers des organismes

Écoutez l'émission "AC! Tonne" tous les **mercredis** à 17h sur **La Clé des Ondes 90.10 Mhz**

privés qui eux seront chargés « d'attendrir la viande à des fins d'adaptation au marché ». Au passage : **exit** l'égalité républicaine de traitement puisque l'ensemble sera régionalisé et **exit** le service public de l'emploi puisque détricoté et privatisé ! Dans son volet second, la loi dite « plein emploi » décrète le RSA conditionné à une obligation pour les bénéficiaires de travailler 15 ou 20 heures par semaine. Macron, avec ce travail obligatoire, impose une vieille antienne de droite archaïque et extrême. Ce faisant, il fait dérailler la démocratie vers un autoritarisme soft de l'ordo-libéralisme. **Exit** les conceptions du droit sur lesquelles repose la citoyenneté.

Depuis le 12 septembre 2023, une renégociation de l'assurance chômage a lieu, dont les contours ont été ordonnés par une lettre de cadrage du gouvernement qui exige une nouvelle fois de réduire la durée d'indemnisation du chômage, sous couvert d'une amélioration du marché du travail. Le mensonge étant trop beau, le gouvernement en profite pour vouloir siphonner littéralement 12 milliards dans les caisses de l'Unedic dont la dette, non remboursée à ce jour et cumulée, est toujours de 56,3 milliards en 2023. **Il s'agit clairement d'un hold-up bien ficelé !** Les droits des salariés, au contraire, demandent à être améliorés d'urgence face au coût de la vie, en augmentant le niveau des allocations laminées par deux réformes d'assurance chômage (nov. 2021 et fév. 2023) fixées déjà par la volonté du pouvoir Macroniste. Seul un tiers des chômeurs est aujourd'hui indemnisé et sur ce tiers, quatre chômeurs sur dix ont une allocation inférieure aux minima sociaux. **Exigeons une allocation à hauteur du Smic pour tous-tes !**

Ce 18 septembre, le gouvernement a présenté son Plan Pauvreté. Aucune annonce d'augmentation des minima sociaux dans ce contexte de forte inflation ! Ce plan pauvreté, ainsi nommé, est totalement factice et inefficace. En 2022, les pauvres sont restés pauvres... et on se demande où sont passés exactement les 8 milliards annoncés en 2018, puisque pas un centime n'est venu augmenter les minima sociaux largement en dessous du seuil de pauvreté ? L'hypocrisie de la politique d'affichage poudré du Caritas bourgeois macronien est à son comble quand Elisabeth Borne annonce que "c'est le travail qui permet de sortir de la pauvreté". Sachant qu'il y a toujours qu'UNE OFFRE D'EMPLOI POUR TREIZE CHOMEURS l'analyse de la situation est vite faite. **Le néant autistique du binôme Macron/Borne est aussi puant que leur nécro-libéralisme est cruel et barbare !**

Une urgence : contrer la destruction de nos droits sociaux

**Salariés, Précaires, Chômeurs, Pauvres, Miséreux
Ensemble Tous Concernés !**

AC ! Gironde appelle à la création d'un collectif unitaire

Mardi 10 octobre 2023 18h

21 Rue Saincric à Bordeaux.

21 sept 2023

Écoutez l'émission "AC! Tonne" tous les **mercredis** à 17h sur *La Clé des Ondes* **90.10 Mhz**